



Conseil économique et social

Distr. générale
22 février 2001
Français
Original: anglais

Commission du développement durable

Neuvième session

16-27 avril 2001

Points 3 et 5 de l'ordre du jour provisoire*

Thème sectoriel : énergie

Secteur économique/grand groupe : transports

Dialogue multipartite sur une politique viable de l'énergie des transports

Note du Secrétaire général

1. La neuvième session de la Commission du développement durable prévoit dans son programme de travail un dialogue multipartite consacré à l'énergie et aux transports en tant que secteurs de l'économie. Cinq grands groupes de parties intéressées y participeront, à savoir les représentants des entreprises productrices d'énergie et des entreprises assurant des services liés au transport, les syndicats de travailleurs appartenant aux secteurs de l'énergie et des transports, les organisations non gouvernementales (ONG), les autorités locales et milieux scientifiques et technologiques spécialisés dans l'énergie et les domaines liés aux transports. Les délégations représentant ces différents interlocuteurs seront constituées de manière à assurer un équilibre entre les sexes et une répartition géographique équitable, notamment la participation de représentants de pays en développement et de pays à économie en transition.

2. De même que par le passé, la préparation du dialogue a été assurée grâce à un groupe de direction multipartite composé d'organismes de réseaux représentant les cinq grands groupes, à savoir la Chambre de commerce internationale, le Conseil mondial des entrepri-

ses pour le développement durable et le Conseil mondial de l'énergie, pour le secteur des entreprises et l'industrie; la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) par l'intermédiaire de la Commission syndicale consultative auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CSC-OCDE), pour les travailleurs; le Groupe d'ONG pour l'énergie et les changements climatiques et le Groupe d'ONG pour les transports, pour les organisations non gouvernementales; le Conseil international pour les initiatives locales en matière d'environnement, pour les autorités locales; et le Conseil international des unions scientifiques et l'Union mondiale pour la nature, pour les milieux scientifiques et technologiques. Ces organismes ont contribué à l'établissement des documents, soit les cinq additifs à la présente note, qui serviront de point de départ des débats et ont consulté leurs réseaux afin de désigner leurs représentants et de les préparer à participer au dialogue.

3. Le dialogue multipartite sur une politique viable de l'énergie et des transports comportera quatre sessions consacrées aux thèmes sectoriels suivants :

Session I : Garantir un accès équitable à l'énergie durable;

* E/CN.17/2001/1.

Session II : Choix en matière de production, de distribution et de consommation d'énergie;

Session III : Des partenariats publics-privés en vue d'assurer une gestion durable de l'énergie dans le secteur des transports;

Session IV : Planification du transport durable : choix et modèles pour la conception des établissements humains et options en matière de transport.

4. Au cours de la première heure de chaque session, chacun des grands groupes exposera brièvement les principaux enjeux et présentera, dans leurs grandes lignes, ses propositions, en fonction de son point de vue; les gouvernements répondront succinctement. Le reste de la session sera consacré à un débat ouvert, qu'animerà le Président de la Commission.

5. Les dialogues multipartites sont devenus un mécanisme standard du programme de travail de la Commission depuis la sixième session de celle-ci, au cours de laquelle s'est déroulé le premier dialogue qui a porté sur le rôle de l'industrie dans le développement durable. Ce dialogue faisait suite à la décision prise par l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session extraordinaire (juin 1997), selon laquelle la Commission devrait multiplier les échanges avec les représentants de certains grands groupes, en organisant notamment davantage de séances de concertation consacrées à des thèmes précis et en mettant davantage à profit ces rencontres [résolution S-19/2, par. 133 e)]. Il a été reconnu depuis que le dialogue, lancé en 1998, représentait un modèle exemplaire d'implication effective des grands groupes de parties prenantes et des gouvernements à un dialogue véritable sur des thèmes particuliers liés au développement durable.

6. Les dialogues multipartites débouchent sur l'établissement par le Président d'un document de synthèse qui est incorporé dans le rapport final de la Commission sur la session. Par ailleurs, les nombreuses propositions présentées et examinées lors des réunions sont prises en considération dans la décision négociée de la Commission sur le sujet débattu, ce qui permet aux grands groupes de contribuer de manière significative et directe aux décisions et aux travaux de la Commission. Enfin, les programmes de suivi multipartites entrepris dans le prolongement du dialogue – tant dans le contexte de la Commission que, graduellement, dans le cadre d'autres organismes des Nations Unies – en sont un troisième aboutissement important.

7. On peut s'attendre à ce que le modèle de participation multipartite institué dans le domaine de l'énergie et des transports durables soit suivi à l'avenir. La forme et le contenu des éventuelles initiatives sont liés toutefois aux propositions présentées par les principaux groupes et à la mesure dans laquelle la Commission décidera d'incorporer celles-ci dans les décisions finales qu'elle prendra en matière d'énergie et de transport.

8. Les dialogues multipartites ont été reconnus comme un moyen inestimable d'associer les principaux groupes de parties prenantes à l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en oeuvre d'Action 21¹, à l'établissement d'un consensus sur les possibilités d'action à l'avenir et à la création de nouveaux partenariats pour le développement durable. Ils feront partie intégrante des préparatifs de la réunion du Sommet mondial sur le développement durable, qui doit se tenir en 2002.

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.